

Document Marché

Marché à procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7
du Code de la Commande Publique

N° de marché :

**Pouvoir Adjudicateur exerçant la
Maîtrise d'Ouvrage**

MINISTERE DE LA JUSTICE
SG / DIR SG Grand Ouest / Département Immobilier de
Rennes

**Représentant du Pouvoir
adjudicateur**

Monsieur le Chef du Département Immobilier de Rennes -
Délégation Interrégionale Grand Ouest du Ministère de la
Justice

Objet du marché

Marché de maîtrise d'œuvre
Relatif à la mise en place d'onduleurs pour des pompes de
circulation de fluide froid et le remplacement de variateurs au
Site Nantais du Ministère de la Justice (44)

Imputation :

Programme 166

Date du marché :

Montant du marché :

N° engagement juridique :

Code CPV : 71240000-2 services d'architecture, d'ingénierie et de planification

**L'offre a été établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de Mai 2025 (mois
zéro).**

Ordonnateur :

M. Le Chef du Département Immobilier de Rennes - DIR SG Grand Ouest - MINISTERE DE LA JUSTICE

Comptable assignataire des paiements :

Direction Régionale des Finances Publiques de Bretagne et d'Ille et Vilaine.

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une mission de maîtrise d'œuvre au Site Nantais du Ministère de la Justice, 107 rue du Landreau à Nantes (44), qui accueille le data-centre propre au Ministère de la Justice, pour :

- le **remplacement des variateurs de vitesse** de deux sous-stations assurant la distribution d'eau glacée des groupes froids du data-centre, ainsi que leur bon paramétrage ;
- l'analyse de l'**opportunité et de la faisabilité du secours de l'alimentation électrique de ces deux mêmes sous-stations par un onduleur** propre à chacune d'entre elle.

ARTICLE 2 - CONTRACTANTS

☐ Je soussigné,

Nom et
prénom :

☐ **Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :**

Domicilié
à :

Tel. :

mail :

☐ **Agissant pour le nom et le compte de la Société :** (intitulé complet et forme juridique de la société)

Au capital de :

Ayant son
siège à :

Tel. :

mail :

N° d'identité d'établissement
(SIRET) :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

N° d'inscription ☐ au répertoire des métiers **ou** ☐ au registre du commerce et des sociétés :

☐ Nous soussignés,

Cotraitant 1	
Nom et prénom :	
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :	
Domicilié à :	
Tel. :	mail :
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)	
Au capital de :	
Ayant son siège à :	
Tel. :	mail :
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :	

Cotraitant 2	
Nom et prénom :	
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :	
Domicilié à :	
Tel. :	mail :
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)	
Au capital de :	
Ayant son siège à :	

Tel. : <input style="width: 90%;" type="text"/>	mail : <input style="width: 90%;" type="text"/>															
N° d'identité d'établissement (SIRET) : <table border="1" style="display: inline-table; border-collapse: collapse; text-align: center;"> <tr> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> </tr> </table>																
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés : <div style="border: 1px solid black; width: 150px; height: 30px; float: right;"></div>																

Cotraitant 3																
Nom et prénom :	<input style="width: 80%;" type="text"/>															
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de : <div style="border: 1px solid black; width: 800px; height: 20px; margin-top: 5px;"></div>																
Domicilié à :	<div style="border: 1px solid black; width: 600px; height: 60px;"></div>															
Tel. :	<input style="width: 90%;" type="text"/>															
	mail : <input style="width: 90%;" type="text"/>															
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société) <div style="border: 1px solid black; width: 800px; height: 20px; margin-top: 5px;"></div>																
Au capital de :	<input style="width: 80%;" type="text"/>															
Ayant son siège à :	<div style="border: 1px solid black; width: 600px; height: 60px;"></div>															
Tel. :	<input style="width: 90%;" type="text"/>															
	mail : <input style="width: 90%;" type="text"/>															
N° d'identité d'établissement (SIRET) : <table border="1" style="display: inline-table; border-collapse: collapse; text-align: center;"> <tr> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> </tr> </table>																
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés : <div style="border: 1px solid black; width: 150px; height: 30px; float: right;"></div>																

Le titulaire du marché, pour tout ce qui concerne l'exécution de celui-ci, est représenté par : dûment mandaté à cet effet.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est :

☐

conjoint

☐

solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique, pour l'exécution du marché.

après avoir :

- approuvé de mon/notre point de vue et sous mon/notre entière responsabilité la nature et la difficulté des prestations à fournir ;
- produit les documents et renseignements visés aux articles R.2143-3 et R.2143-4 du Code de la Commande Publique ;

☐ **m'engage** sans réserve, à produire, les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-16 du Code de la Commande Publique ainsi que les attestations de régularité fiscale de moins de 3 mois, de vigilance URSSAF de mois de 6 mois, d'emploi de travailleurs étrangers et attestations d'assurance décennale et responsabilité civile pour l'année en cours et, conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations du présent marché dans les conditions ci-après définies.

☐ **nous engageons** sans réserve, à produire, les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-16 du Code de la Commande Publique ainsi que les attestations de régularité fiscale de moins de 3 mois, de vigilance URSSAF de mois de 6 mois, d'emploi de travailleurs étrangers et attestations d'assurance décennale et responsabilité civile pour l'année en cours et, conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations du présent marché dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne **nous** lie toutefois que si son acceptation **nous** est notifiée dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

ARTICLE 3 - CONTENU DE LA MISSION

Des groupes froids situés en terrasses du bâtiment A assurent la production d'eau glacée permettant le refroidissement des locaux du data-centre.

La distribution de cette eau glacée vers les armoires de climatisation est assurée par deux sous-stations situées dans des locaux clos en terrasses : la sous-station 501 ou la sous-station 502.

Les sous-stations 501 et 502 sont asservies l'une à l'autre sur défaut. Elles fonctionnent en normal/secours.

Chaque sous-station est composée de 3 variateurs de vitesse de marque « Danfoss » de type « VLT HVAC Basic Drive FC 101 » chacun associé à sa pompe de marque « Xylem » de type « simple NSCE 65-125/75/P25VCC4 » (débit nominal : 95 m³/h).

Deux variateurs (et les deux pompes associées) fonctionnent en même temps et le troisième variateur sert de secours, avec un système de permutation cyclique.

Le 29/04/2024, un incident sur le réseau électrique a eu pour conséquence l'arrêt des pompes de circulation d'eau glacée de la sous-station 501 du circuit hydraulique et de climatisation des groupes de production de froid du data center. A la suite de cet incident, le bureau d'études Artelia a été missionné pour réaliser un rapport d'expertise permettant d'identifier les éléments déclencheur et détailler les actions à mener afin d'éviter le renouvellement d'un tel incident.

En premier lieu, cette mission doit permettre de remplacer les 3 variateurs de vitesse des 2 sous-stations, par des variateurs plus haut de gamme, tel que celui de la « Danfoss » de type « FC 202 ». Le variateur devra offrir des protections avancées (Pompe à Sec, Absence de débit, etc.), une meilleure surveillance et un diagnostic plus précis que les variateurs actuels, permettant de prévenir les pannes et de prolonger

la durée de vie des équipements.

La mission devra également permettre le bon paramétrage de ces nouveaux variateurs de vitesse.

En second lieu, cette mission devra étudier la pertinence et l'opportunité de mettre en place des onduleurs pour secourir l'alimentation électrique de chaque sous station.

D'après les relevés réalisés par Artelia, la puissance consommée par chaque sous station est comprise entre 13,3 kVA et 13,7 kVA : un onduleur de puissance 20 kVA pourrait être suffisant pour secourir chaque sous-station.

L'étude d'opportunité devra permettre de valider les éléments présentés par Artelia (puissance des onduleurs, localisation) et également évaluer la pertinence de secourir les installations et les potentiels risques associés. Si la solution était retenue, le bon réglage des installations sera réalisé (alerte GTC en cas de problème sur un onduleurs, etc.).

3.1 - Missions de base

La mission confiée à l'attributaire sera une mission de base de **maîtrise d'œuvre** et comprendra :

- les études d'avant-projet (**AVP**) ;
 - les études de projet (**PRO**) ;
 - l'assistance pour la passation des contrats de travaux (**ACT**) ;
 - le visa des plans d'exécution des entreprises (**VISA**) ;
 - la direction de l'exécution des contrats de travaux (**DET**) ;
- La dévolution des marchés de travaux sera effectuée en marchés séparés.
- l'assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (**AOR**).

3.2 - Forme du marché

Le présent marché est un marché à prix forfaitaire.

Le marché est scindé en autant de phases que d'éléments de mission.

ARTICLE 4 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante :

- Le présent Document marché daté et signé valant Cahier des Clauses Particulières et ses annexes :
 - La répartition du prix par élément de mission et, le cas échéant, entre co-traitant ;
 - La mise au point, le cas échéant ;
- Les pièces générales suivantes :
 - Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE) – Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre ;
 - Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux ;

Ces documents ne sont pas fournis par l'administration, ils sont réputés connus par le candidat. Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix (M_0 en page de garde du présent document).

- Le mémoire technique du titulaire ;
- Les déclarations de sous-traitance, le cas échéant, et leurs éventuels avenants.

ARTICLE 5 - REMUNERATION

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

Le marché est rémunéré par un prix global forfaitaire dont la décomposition par cotraitant figure à l'annexe 1 et la décomposition par éléments de mission figure à l'annexe 2 du présent document.

Le montant provisoire de cette rémunération est déterminé comme suit :

MISSION DE BASE (AVP-PRO-ACT-VISA-DET-AOR)

Taux de rémunération :

 %

● Montant hors TVA **Forfait provisoire** :

● TVA au taux de %, soit

● Montant TVA incluse :

Arrêté en lettres à

La part de l'enveloppe financière hors TVA C_0 , affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage, est de 80 000 € HT valeur juin 2025.

Le coût prévisionnel des travaux C sera arrêté sur la base des études d'Avant-projet Définitif. Pour passer de la rémunération provisoire à la définitive, les parties conviennent de retenir la libre négociation. La rémunération définitive du maître d'œuvre et le coût prévisionnel des travaux sur lequel le maître d'œuvre s'engage seront ainsi fixés par avenant.

ARTICLE 6 - CREANCE PRESENTEE EN NANTISSEMENT OU CESSION

Ce montant correspond au montant total de l'offre, TVA incluse, diminué du montant total des prestations qu'il envisage de sous-traiter.

Si, en cours d'études, le(s) prestataire(s) est/sont conduit(s) à faire agréer un sous-traitant par le maître d'ouvrage sans qu'il l'ait prévu dans le présent marché, la créance que le(s) prestataire(s) pourra/pourront présenter en nantissement sera dès lors réduite du montant sous-traité, TVA incluse.



Prestataire unique : le montant maximal, TVA incluse, de la créance que je pourrai présenter en nantissement ou céder est ainsi de :

☐ **Groupement** : le montant maximal, TVA incluse, de la créance que nous pourrions présenter en nantissement ou céder est ainsi de :

Co-traitant 1	Co-traitant 2	Co-traitant 3	Co-traitant 4	Co-traitant 5

ARTICLE 7 - VARIATION DANS LES PRIX

7.1 - Mois d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du "mois zéro" défini en page de garde du présent document.

7.2 - Révision du prix du marché

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C de révision donné par la formule :

$$C = 0,15 + 0,85 \text{ Im}_{-3} / \text{I0}_{-3}$$

dans laquelle Im_{-3} et I0_{-3} sont les valeurs prises par l'index ingénierie respectivement au mois m0 études (mois d'établissement du prix) et au mois m-3 (mois de révision moins 3 mois).

Ce mois m-3 est déterminé comme suit :

- Index du mois au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission est facturable moins 3 mois.
- moyenne arithmétique des valeurs des index des mois pendant lesquels s'est exécutée la prestation faisant l'objet de l'acompte moins 3 mois.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le maître d'ouvrage doit procéder au paiement définitif sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

L'index de référence *I* choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index Ingénierie publié par l'Insee.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES COMPTES

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, en fonction de l'avancement de la mission, et d'un solde adressé au maître d'ouvrage.

Les factures sont transmises par Chorus PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, outre les autres mentions prévues à l'article 1 du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, les informations suivantes :

- Le numéro de marché
- Le code du service exécutant de la dépense : FAC0000035
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro SIRET de l'état : 11000201100044

Le délai global de paiement est de 30 jours à réception des notes d'honoraires par les services de la personne contractante. Tout dépassement de ce délai ouvre droit à des intérêts moratoires au taux fixé par la Banque Centrale Européenne, augmenté de huit (8) points, ainsi que le paiement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues, au titre du présent marché en faisant porter leur montant au profit du compte portant les références suivantes :

☐ **Prestataire unique**

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte (joindre un RIB ou RIP) :

compte ouvert à l'organisme bancaire :													
à :													
au nom de :													
sous le numéro :											clé RIB :		
code banque :						code guichet :							
IBAN													
BIC (par SWIFT)													

☐ déclare appartenir à la catégorie des petites et moyennes entreprises (PME) en application **des recommandations de la Commission européenne du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ; et à ce titre pouvoir bénéficier d'un taux de retenue de garantie plafonné à 3 % et d'un taux d'avance de 30 % ;**

A ce titre :

- ☐ **refuse** de percevoir l'avance de 30% prévue par l'acheteur.
- ☐ **ne refuse pas** de percevoir l'avance de 30% prévue par l'acheteur.

☐ déclare **ne pas** appartenir à la catégorie des petites et moyennes entreprises (PME) en application **des recommandations de la Commission européenne du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ;**

A ce titre :

- ☐ **refuse** de percevoir l'avance de 5% prévue par l'acheteur.
- ☐ **ne refuse pas** de percevoir l'avance de 5% prévue par l'acheteur.



Cotraitant 1	
compte ouvert à l'organisme bancaire :	<div style="border: 1px solid black; height: 20px;"></div>
à :	<div style="border: 1px solid black; height: 20px;"></div>
au nom de :	<div style="border: 1px solid black; height: 20px;"></div>
sous le numéro :	<div style="display: flex; gap: 5px;"> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> </div>
code banque :	<div style="display: flex; gap: 5px;"> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> </div>
	<div style="display: flex; gap: 5px;"> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> </div>
IBAN	
BIC (par SWIFT)	
Cotraitant 2	
compte ouvert à l'organisme bancaire :	<div style="border: 1px solid black; height: 20px;"></div>
à :	<div style="border: 1px solid black; height: 20px;"></div>
au nom de :	<div style="border: 1px solid black; height: 20px;"></div>
sous le numéro :	<div style="display: flex; gap: 5px;"> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> </div>
code banque :	<div style="display: flex; gap: 5px;"> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> </div>
	<div style="display: flex; gap: 5px;"> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> </div>
IBAN	
BIC (par SWIFT)	
Cotraitant 3	
compte ouvert à l'organisme bancaire :	<div style="border: 1px solid black; height: 20px;"></div>
à :	<div style="border: 1px solid black; height: 20px;"></div>
au nom de :	<div style="border: 1px solid black; height: 20px;"></div>
sous le numéro :	<div style="display: flex; gap: 5px;"> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> </div>
code banque :	<div style="display: flex; gap: 5px;"> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> </div>
	<div style="display: flex; gap: 5px;"> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> </div>
IBAN	
BIC (par SWIFT)	

N° du cotraitant	Avance prévue par l'acheteur : 5% (ou 30% pour les PME)	
1	<input type="checkbox"/> Déclare appartenir à la catégorie des PME en application des recommandations de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises	<input type="checkbox"/> Déclare ne pas appartenir à la catégorie des PME en application des recommandations de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises
	<input type="checkbox"/> refuse de la percevoir <input type="checkbox"/> ne refuse pas de la percevoir	<input type="checkbox"/> refuse de la percevoir <input type="checkbox"/> ne refuse pas de la percevoir
2	<input type="checkbox"/> Déclare appartenir à la catégorie des PME en application des recommandations de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises	<input type="checkbox"/> Déclare ne pas appartenir à la catégorie des PME en application des recommandations de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises
	<input type="checkbox"/> refuse de la percevoir <input type="checkbox"/> ne refuse pas de la percevoir	<input type="checkbox"/> refuse de la percevoir <input type="checkbox"/> ne refuse pas de la percevoir
3	<input type="checkbox"/> Déclare appartenir à la catégorie des PME en application des recommandations de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises	<input type="checkbox"/> Déclare ne pas appartenir à la catégorie des PME en application des recommandations de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises
	<input type="checkbox"/> refuse de la percevoir <input type="checkbox"/> ne refuse pas de la percevoir	<input type="checkbox"/> refuse de la percevoir <input type="checkbox"/> ne refuse pas de la percevoir

Toutefois, le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

ARTICLE 9 - DUREE DE LA MISSION

Le présent marché court à compter de sa date de notification au titulaire et s'achève à la plus tardives des dates suivantes :

- L'expiration de la période de garantie de parfait achèvement ;
- La levée de la dernière réserve, dans le cas où les réserves signalées lors de la réception des travaux ne seraient pas toutes levées à la fin de l'année de parfait achèvement ;
- L'instruction du dernier mémoire en réclamation des entreprises.

Les délais de réalisation des tâches désignées dans le tableau ci-après sont précisées par le soumissionnaire dans le présent acte d'engagement :

Elément de mission	Délai en semaines
AVP	semaines
Autorisations d'urbanisme (AT+DP)	semaines
PRO	semaines
EXE-QUANT (tâche DCE)	semaines
ACT (tâche DCE)	semaines
ACT (tâche RAO)	semaines

Les délais d'exécution des autres tâches sont fixés ci-après.

ARTICLE 10 - DELAIS - PENALITES

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, le titulaire ne sera exonéré d'aucune pénalité.

Par dérogation aux articles 16.2.2 et 16.2.4, les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable et sont cumulatives dans la limite du montant HT de la prestation. Elles ne sont pas soumises aux clauses de révision ou d'actualisation des prix et sont nettes de taxe.

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG-MOE, les pénalités de retard sont plafonnées à hauteur du montant HT de la prestation.

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, en cas de retard dans l'exécution des délais définis dans le présent document, le MOE subit une pénalité fixée dans le tableau ci-après.

Les délais d'exécution et pénalités sont les suivants :

Elément de mission / Documents à remettre		Point de départ de remise des documents	Délais d'exécution	Pénalités journalières
Etudes d'avant-projet (AVP)		Date de notification du marché	Engagement du titulaire à l'article précédent	100€
Etudes de projet (PRO)		Date de validation de l'AVP		
Permis de construire / Autres documents d'urbanisme				
Assistance au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT)	Dossier de consultation des entreprises	Date de validation du PRO		
	Rapport d'analyse des offres	Date de réception des documents		
VISA		Date de réception des documents	2 semaines calendaires	100€
Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)	Vérification des projets de décomptes mensuels des entreprises de travaux et établissement de l'état d'acompte correspondant	Date de réception de la proposition de facturation de l'entreprise	5 jours calendaires par dérogation à l'article 12.2.2	100€

Elément de mission / Documents à remettre		Point de départ de remise des documents	Délais d'exécution	Pénalités journalières
			du CCAG-Travaux	
	Etablissement et diffusion du compte rendu de réunion (études ou travaux)	Date de la réunion de chantier	2 jours ouvrés	50€
	Etablissement des avenants, des fiches de demande de travaux modificatifs (FTM), des ordres de services à prix provisoire (OSPP) et tous les documents correspondants	Date de réception des documents	5 jours ouvrés	
	Avis sur demande de sous-traitance par l'entreprise	Date de réception des documents	5 jours ouvrés	
AOR	<ul style="list-style-type: none"> - Dossier des ouvrages exécutés - Réalisation des mesures fluides et envoi des rapports - Attestation RE2020, STD finale 	Version provisoire (informatique)	1 mois avant la réception des travaux	100€
		Version définitive	1 mois à compter de la réception des travaux	
	Vérification du projet de décompte final et établissement d'un projet de décompte général	Date de réception des documents fournis par l'entreprise	10 jours ouvrés	
	Instruction des mémoires de réclamation	Date de réception du mémoire en réclamation ou de la demande du maître d'ouvrage	10 jours ouvrés	
Toutes missions confondues	Tout autre tâche et document à produire par le MOE et listée dans le CCAG-Travaux	Suivant CCAG-Travaux		50€
	Absence en réunion	/		100€/absence

En cas de non-respect des engagements environnementaux pris par le titulaire dans son mémoire technique, une pénalité forfaitaire de 100 € est appliquée, suite à contrôle aléatoire, en cas de non-respect de la clause environnementale prévue à l'article 11 du présent document. Cette pénalité s'applique par manquement constaté.

ARTICLE 11 - CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Clause de gestion des déchets du chantier (élimination, tri, collecte et valorisation) – SOGED

Le titulaire s'engage à adopter une démarche respectueuse de l'environnement dans le cadre de l'exécution des travaux à réaliser. Il est responsable de la gestion et la valorisation des déchets sur le chantier et doit ainsi mettre en place un process permettant :

- de réduire la production des déchets de l'opération,
- d'optimiser la gestion des déchets,
- de favoriser la valorisation à travers le réemploi et/ou le recyclage.

Clause de réduction des déchets à la source et des emballages

Le principe de réduction des déchets à la source et des emballages consiste à produire moins pour gérer moins et donc limiter la production des déchets. Cette optimisation de la gestion des déchets de chantier se traduit notamment par la réalisation des actions suivantes :

- limitation des quantités de déchets produites par une bonne préparation du chantier (réservation, calepinage) ;
- tri des déchets suivants : déchets inertes, déchets d'emballages, déchets de bois non souillés ou traités, déchets métalliques, autres déchets industriels banals, déchets dangereux et toxiques ;
- suivi des déchets avec vérification de leur destination finale et bilans réguliers (masse totale, taux de valorisation, etc.) ;
- traçabilité des déchets via les bordereaux de dépôt et de suivi sur l'intégralité des déchets.

Clause de véhicules propres et éco-conduite

Le titulaire s'engage à utiliser des véhicules respectueux de l'environnement. Ainsi, à minima 60% des véhicules dédiés à l'exécution des prestations doivent respecter les normes européennes d'émissions, dites normes Euro 6 pour les poids lourds et 6b pour les voitures et véhicules utilitaires légers

Clause de documents et livrables respectueux de l'environnement

Le titulaire est invité à transmettre des supports respectueux de l'environnement et à réduire au strict nécessaire les impressions papier. Les livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format PDF ou équivalent) et/ou imprimés sur du papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu des forêts gérées durablement (exemples : labels FSC, PEFC ou équivalent).

Concernant les impressions, il est préconisé l'utilisation du noir et blanc plutôt que la couleur, l'utilisation de polices de caractère "light" (type Ecofont), l'optimisation de la mise en page pour réduire le nombre de pages, l'utilisation d'encre végétales...

ARTICLE 12 - PROMOTION DE LA CHARTE « RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES »

Le ministère de la Justice s'est engagé dans une démarche « Relations fournisseurs et achats Responsables » (RFAR) avec la signature le 1er juin 2023 de la charte du même nom.

Par cet engagement, le ministère encourage notamment ses fournisseurs :

- à s'intéresser au parcours national des achats responsables,
- à construire un projet fédérateur transversal et de transformation autour d'une politique achats responsables, en y associant l'ensemble des directions concernées,
- au développement de bonnes pratiques d'achat dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement,

- à s'engager dans un parcours des achats responsables en signant la Charte RFAR voire, pour les plus engagés et les plus déterminés, en travaillant à l'obtention du Label RFAR.

À cet effet, le titulaire s'engage à informer le ministère de toute démarche entreprise en la matière, et notamment :

- la signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »,
- l'obtention du Label « Relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR),
- et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le Médiateur des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) se proposent de vous accompagner dans cette démarche. Pour toute information, consultez le site internet : <http://www.rfar.fr>

ARTICLE 13 - CESSION DE PROPRIETE INTELLECTUELLE ET INDUSTRIELLE

Par dérogation à l'article 24 du CCAG-MOE, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 14 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du présent marché sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

N° Articles du présent document marché		N° Articles auxquels il est dérogé
4	Dérogé à l'article	4.1 du CCAG-MOE
10		16.2.1, 16.2.2, 16.2.3, 16.2.4 du CCAG-MOE
10		12.2.2 du CCAG-Travaux
13		24 du CCAG-MOE

Fait en un seul original, à....., le

Le(s) contractant(s),

Cachets et signatures

Mandataire

Cotraitant(s)

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement

A , le

Le Pouvoir Adjudicateur

ANNEXE N°1 A L'ACTE D'ENGAGEMENT EN CAS DE GROUPEMENT

Détail des prestations exécutées par chacun des cotraitants dans chaque élément de mission

Nom du mandataire- Cotraitant 1
Prestation du mandataire- Cotraitant 1
Nom du cotraitant 2
Prestation du cotraitant 2
Nom du cotraitant 3
Prestation du cotraitant 3
Nom du cotraitant 4
Prestation du cotraitant 4
Nom du cotraitant 5
Prestation du cotraitant 5
Nom du cotraitant 6
Prestation du cotraitant 6

**ANNEXE N°2 A L'ACTE D'ENGAGEMENT
DECOMPOSITION ET REPARTITION DE LA REMUNERATION**

Elément de mission			① Répartition par cotraitants					
	Montant hors TVA	②	1	2	3	4	5	6
AVP		%						
PRO		%						
ACT		%						
VISA		%						
DET		%						
AOR		%						
Total	③	100 %						

① Forfait hors TVA de répartition de l'élément de mission entre les cotraitants si la cotraitance est retenue

② Pourcentage de l'élément de mission par rapport à la rémunération